

Introduction

Pour une approche subversive du développement territorial

Juan Luis KLEIN, Bernard PECQUEUR et Youssef SADIK

Les crises récentes, tant climatiques que géopolitiques, financières ou sanitaires qui s'accumulent, vont en s'accroissant et invitent à un regard critique, voire à une remise en cause radicale du fonctionnement du modèle dominant de développement. Serge Latouche (2010), zélé de la « décroissance », rappelle opportunément que les fondateurs de l'économie politique classique, au moment de l'essor de la révolution industrielle en Angleterre, vers la fin du XVIII^e siècle, ont toujours considéré que des mécanismes régulateurs inhérents au fonctionnement du marché limitaient la prédation sur l'énergie non renouvelable de la planète en stoppant le processus de croissance : « Dans la conception des classiques, Malthus mis à part, l'organisme économique s'arrête bien de croître à un moment donné mais il n'en continue pas moins de fonctionner et de vivre sans problème, sous le jeu de ses forces internes. » (Latouche, 2010 : 30) Il s'agit là de la thèse de l'« état stationnaire » du système économique qui s'autorégule et se rééquilibre indéfiniment (Clerc, 2004).

Cette thèse de la résilience perpétuelle du système capitaliste a été combattue par des économistes d'idées très opposées. On pense à Alfred Marshall, Joseph Schumpeter et Karl Marx qui, chacun à leur manière, ont prévu l'inéluctabilité de la crise finale du capitalisme, l'un pour s'en réjouir et les autres pour le déplorer. Marx (1867) prédit la crise du capitalisme par la baisse tendancielle du taux de profit, Marshall (1919) voit dans la concentration du capital le danger du monopole qui fait disparaître la concurrence et Schumpeter s'inquiète du « crépuscule de la fonction d'entrepreneur » et prédit que le capitalisme ne survivrait pas au XX^e siècle (Schumpeter, 1942 : 179). Pourtant, aucune de ces conséquences en apparence fatales n'a pu être observée depuis l'apparition du modèle en Angleterre, il y a deux siècles et demi.

Il y a donc une forte résilience du capitalisme, qui se reproduit et se transforme, adoptant de nouvelles formes construites au travers de crises économiques et sociales profondes, dont la crise de surproduction de 1929 et la crise du fordisme des années 1980. Ces formes s'inscrivent dans des trajectoires régulatrices, d'abord

par l'intermédiaire de la part importante que prend l'État, selon l'approche keynésienne, dans la mise en œuvre de stratégies de développement axées sur la capacité de l'acteur publique à éviter les crises à travers la croissance régulière et ininterrompue de la consommation. Plus tard, par suite de la crise du fordisme, la gouvernance du capitalisme vire vers le New Public Management, qui inscrit les principes du néolibéralisme dans la gestion des États et des régions. La stratégie du développement, voire la notion de développement d'inspiration eurocentriste, unilinéaire, axée sur l'idée de progrès et sur la capacité des humains de soumettre la nature à leurs besoins, a contribué à la résilience du capitalisme.

Cependant, l'amplitude des turbulences récentes semble indiquer que l'idée même du développement entre aujourd'hui en crise, et non plus uniquement celle de la croissance. La notion de développement est consubstantielle au système capitaliste auquel a abouti la société occidentale dont l'un des aspects les plus importants réside dans l'exploitation de la nature au profit de la croissance économique. Or, le postulat selon lequel les sociétés humaines peuvent contrôler sans limites la nature par le biais de la technologie se révèle faux, comme le dénoncent les tenants des approches de l'Anthropocène ou du Capitalocène (Malm et Hornborg, 2014). Non seulement la technologie ne permet pas de contrôler complètement les aléas naturels, mais, de plus, elle peut contribuer à la destruction de la nature.

Les coordonnateurs du présent ouvrage, issus de trois disciplines différentes, la géographie, l'économie et la sociologie, mais aussi d'univers culturels différents, ont demandé à des auteurs et autrices d'Amérique du Nord et du Sud, d'Europe et d'Afrique de s'interroger sur les options de développement face aux défis contemporains en valorisant une approche *territorialisée et subversive* du développement. Leur parti pris est celui de l'interdisciplinarité nécessaire pour comprendre la réalité des processus de développement qui échappe au raisonnement disciplinaire incapable d'intégrer l'ensemble de ses dimensions, surtout si nous parlons de développement territorial. Ils cherchent à poser les jalons qui conduisent à élargir les regards, à dépasser la seule course à la performance productiviste pour adopter un point de vue qui priorise les milieux de vie et l'équité dans les relations entre les collectivités humaines, à toutes les échelles, du local au global, et en interaction.

Des signaux d'alarme déjà anciens

Le contexte récent de la géopolitique mondiale est fait de tumultes et d'incertitudes et se lit à travers les crises qui sont à leurs paroxysmes. Ainsi en est-il de la crise climatique au sujet de laquelle les premières alarmes sont apparues dès 1972 avec le rapport Meadows¹, mais dont le caractère d'urgence n'a été ressenti que graduellement au cours de ces cinquante dernières années pour s'accélérer spectaculairement dans la période récente. Dans le même pas de temps, la crise

1. Publié aux États-Unis en 1972 et la même année en français sous le titre *Halte à la croissance*.

de la productivité à la suite des chocs pétroliers de 1974 et 1976 sonne le glas du fordisme sans pour autant permettre d'anticiper précisément ce que sera la période qui s'ouvre alors et que l'on nommera, faute de la comprendre clairement, « post-fordiste ». On peut également citer un signe fort, quoiqu'oublié aujourd'hui, que fut la parution du livre à succès de Ernst Friedrich Schumacher *Small is Beautiful* (1973), dont le sous-titre de l'édition en langue anglaise est *A study of Economics as if People Mattered*. Le titre laisse entendre que ce qui est beau et performant est la petite taille par rapport au gigantisme croissant des unités de production, notamment aux États-Unis, tandis que le sous-titre dit autre chose. Il promeut une économie où le bien-être des collectivités et des citoyens et citoyennes est prioritaire. Avec son titre, on a cru que l'ouvrage anticipait le développement *local* (importance de l'échelle) alors qu'avec le sous-titre, il augurait l'approche *territoriale* (importance de l'organisation citoyenne). Signalons aussi la parution de l'ouvrage d'Ignacy Sachs qui introduisit avant tout le monde la notion d'« écodéveloppement » qu'il définit ainsi : « L'écodéveloppement est un développement des populations par elles-mêmes utilisant au mieux les ressources naturelles, s'adaptant à un environnement qu'elles transforment sans le détruire. » (1980 : 37) Si, au départ, un tel programme ne résonnait que pour quelques mouvements alternatifs, plus de quarante ans plus tard, il a une actualité singulière. Parallèlement, de façon convergente, mais dans une perspective sociétale, Walter Stöhr et Fraser Taylor publient le livre *Development from Above or Below? The Dialectics of Regional Planning in Developing Countries* (1981) qui pose l'enjeu des approches descendantes ou ascendantes en matière de développement des territoires, signalant l'inefficacité des modèles centralisateurs pour résoudre les problèmes de précarité et de pauvreté à la base d'importantes crises sociales dans les pays dits en développement et, par extension, dans les sociétés dites développées.

Ces signaux prémonitoires n'ont pas, depuis un demi-siècle, donné lieu à des stratégies claires, visibles et surtout efficaces, mais plutôt à des atermoiements contradictoires et des avancées silencieuses ponctuées de reculs, comme en témoignent les difficiles et ambiguës régulations internationales sur la question de la décarbonation de la planète et de l'approvisionnement en énergie. Pensons par exemple au choix du lithium comme base d'une stratégie de décarbonation qui par ailleurs intensifie l'extractivisme et la reprimarisation de l'économie en Amérique du Sud (Svampa et Slipak, 2018).

De la croissance au développement : des relations complexes

En 1961, l'Assemblée générale des Nations unies lance l'idée d'une décennie du développement. On est alors dans une période charnière, à la fois dans la dynamique des Trente Glorieuses (1945-1975) qui recueille les fruits de la croissance d'après-guerre dans les pays industrialisés et aussi dans une phase de décolonisation en Asie et en Afrique et d'émergence d'une notion nouvelle, le « tiers-monde ». Cette mise en exergue du concept de développement comporte

une dimension normative et une dimension critique. En effet, la croyance dominante des économistes à cette époque s'appuie sur l'approche téléologique et normative proposée par Rostow dans son livre *Les étapes de la croissance économique* (Rostow, 1960). Selon cette approche, pour atteindre le stade du développement, les sociétés doivent suivre les mêmes étapes suivies par les pays considérés alors comme développés. Celle à atteindre est celle de la consommation de masse. Celle qui y conduit est celle du décollage (*take-off*). Dans cette course, certaines sont plus en avance et d'autres en retard, d'où l'injonction de l'accélération du développement par l'intermédiaire de la productivité et de la technologie.

De cette approche découle une vision du développement qui distingue les pays dits développés, ceux qui ont atteint le stade du développement, et ceux sous-développés, bloqués dans leur processus de croissance, ou en développement, soit engagés dans la course de la croissance. Il en découle aussi une vision du développement des territoires à l'échelle infranationale. Les régions des différentes sociétés (développées ou pas) n'avancent pas toutes à la même vitesse, ce dont découlent des stratégies d'intervention visant la transformation des structures économiques et sociales, voire des modes de vie des régions considérées en retard.

Cette approche est contestée par des analyses qui soutiennent que l'intensification de l'exploitation des ressources naturelles, notamment dans les pays du tiers-monde, a permis d'accroître la croissance des pays considérés comme développés. L'exploitation des ressources doit non seulement augmenter la productivité des régions considérées comme sous-développées, mais aussi générer une plus-value qui s'accumule dans les régions plus avancées, ce qui rattache leur développement à des relations interterritoriales basées sur la dépendance (Cardoso et Faletto, 1969), l'inégalité des échanges (Amin, 1973) et la dépossession (Harvey, 2004).

L'enjeu à la base de cette controverse sur le développement et son effet sur le sous-développement pose l'enjeu de la définition normative du développement. Comment agir? Sachs (1980) soutient qu'il faut une vision adaptée à chaque lieu. « Il ne s'agit pas de plaider en pure perte pour l'arrêt de l'exploitation des ressources en voie d'épuisement ; mais plutôt d'appeler à une exploitation raisonnée de ces ressources, d'éliminer le gaspillage, d'encourager le recyclage, et, autant que possible, de leur substituer des ressources que l'on puisse obtenir en quantités régulières grâce à une mise en valeur appropriée du milieu. » (Sachs, 1980 : 65 et 66) Or, les crises actuelles indiquent que l'on doit assumer une position plus radicale qui remette en question la vision du développement appuyée sur la croissance illimitée (Latouche, 2010). Dans le suivi de cette perspective, nous explorons dans cet ouvrage la piste d'une proposition *subversive* de la notion de développement en lien avec le territoire et les milieux de vie ; une proposition qui revoit les notions de croissance et de développement, qui rompt avec la prédation des ressources non renouvelables de la planète et qui sort de l'illusion qui repose sur l'hypothèse d'une solution à la crise climatique par le recours aux avancées technologiques (Klein et Pecqueur, 2020).

Perspectives de l'approche territoriale

Une abondante littérature sur le développement territorial s'est développée dans les années 1980 avec les pionniers en économie régionale (Friedmann et Weaver, 1979; Lajugie, Delfaud et Lacour, 1979), puis s'est élargie avec l'application du concept d'innovation au développement des régions, notamment en Italie (Becattini, 1979; Magnaghi, 2003; Camagni, 2002), puis dans les pays francophones (Courlet et Pecqueur, 2013; Proulx et Robitaille, 2014), en Angleterre (Cooke, 2013) ou encore aux États-Unis (Scott, 2001; Storper, 1997). Au cours de cette même période, la crise du fordisme a fait ressurgir la figure du « district industriel » marshallien tel qu'illustré par le cas de la « troisième Italie » (Becattini, Bellandi et De Propriis, 2009), mais aussi les clusters californiens (Porter, 1998), les milieux innovateurs (Aydalot, 1986; Maillat, 1984), et les « *learning regions* » (Cooke et Schienstock, 2000). On peut interpréter ces formes d'organisation industrielle comme l'émergence d'une performance favorisant l'intensification de la croissance, mais à une échelle locale, infranationale, et plus participative.

La perspective de l'apport de l'innovation au développement des territoires s'est enrichie avec l'introduction de l'innovation sociale à l'analyse du développement des territoires dans les pays dits développés (Moulaert et Nussbaumer, 2008; Klein, Laville et Moulaert, 2014). On trouve aussi des travaux concernant des perspectives associées à l'innovation sociale dans les pays des Suds, tels le Maroc (Sadik et Sitri, 2022), l'Afrique subsaharienne (Ndongo et Klein, 2020), le Brésil (Carrière et Cazella, 2006), ou encore la Syrie (Banat et Ferguene, 2009). Sont favorisées ainsi par les chercheurs et les acteurs des notions tels les systèmes productifs locaux et le développement local, afin de rendre les anciens espaces industriels (régions, quartiers) plus compétitifs et de faire en sorte qu'ils récupèrent les actifs (industries, services, population) qu'ils perdaient à cause du redéploiement industriel, à l'échelle globale, et de la conversion vers ce qui était appelé alors la nouvelle économie, à l'échelle locale (Fontan, Klein et Tremblay, 2005). Des stratégies de développement local sont ainsi mises en œuvre sous l'inspiration des exemples des « régions qui gagnent » (Benko et Lipietz, 1992), ce qui, évidemment, a posé l'enjeu des « régions qui perdent » (Côté, Klein et Proux, 1995). Mais, c'est aussi, et peut-être surtout, la considération des dimensions sociétale et territoriale dans les rapports entre les agents du développement économique des territoires qui élargit l'analyse (Massicotte, 2008; Torre, 2018).

La réflexion sur le développement territorial se construit avec ces nombreux apports foisonnants et aux larges perspectives. Au-delà de la grande diversité, les objectifs de ces travaux apparaissent assez clairement, d'une part, comme le renouvellement complet des *regional studies* qui appréhendaient la science régionale comme une macroéconomie à échelle infrarégionale (Isard, 1960) et, d'autre part, comme proposition de résilience aux crises du système productif et redistributif qui se sont succédé depuis les crises mondiales de l'énergie de 1974 et 1976 (Benko et Lipietz, 1992). Le développement territorial fait référence donc à la

régulation des problèmes productifs et sociétaux que ne peuvent résoudre à eux seuls le marché ou les politiques publiques, et qui, donc, impliquent la capacité collective des acteurs, leur résilience et leur réflexivité (Aubry *et al.*, 2022). La gouvernance territoriale (Leloup, Moyart et Pecqueur, 2005 et 2023) devient alors une troisième voie de régulation qui englobe l'ensemble des acteurs concernés par la solution d'un problème commun.

On peut retenir trois apports conceptuels de l'analyse territoriale du développement. En premier lieu, il s'agit de couvrir le besoin de reterritorialisation (Klein et Pecqueur, 2020), ce qui implique le réencastrement des dynamiques économiques sectorielles dans les territoires d'appartenance des acteurs et citoyens concernés. On comprend dès lors que le système dominant, accentué par la globalisation, dissocie les dynamiques économiques des dynamiques territoriales, ce qui dévitalise les collectivités locales. En second lieu, il faut considérer l'outil conceptuel qui consiste à révéler et mettre en œuvre des ressources durables à travers la notion de « spécificité » (Colletis et Pecqueur, 2018). La ressource territoriale peut être transformée en « actif ». Cette transformation dépend étroitement du processus stratégique de révélation de la ressource par les acteurs. Quant au troisième concept, il s'agit de la prise en considération des valeurs non marchandes autour d'une éthique du « *care* » (Nicole-Drancourt et Jany-Catrice, 2008) ; voire du « géo-care » (Lussault, 2024) et de justice sociale (Fraser, 2018). Cet apport induit une inflexion du développement territorial, car il prend en compte des ressources hors marché qui peuvent se révéler et devenir une richesse porteuse de bien-être, dans la mesure où elles contribuent à l'amélioration de la qualité de vie en milieu local (Gibson-Graham, 2019) ou, comme le dit Gudynas (2011a), au *Buen Vivir*. Il ne s'agit donc plus seulement de performance et de soumission des territoires à la dictature des marchés, mais d'amélioration du vivre ensemble. Ces trois apports font converger les approches économique, sociale et géographique.

Le présent ouvrage constitue un effort pour « repenser » le développement des territoires et recentrer les différentes approches et politiques sur des valeurs vitales qui concernent nos sociétés ainsi que la planète. Bien entendu, ces valeurs n'étaient pas totalement absentes des différentes approches en développement des territoires, mais elles sont devenues progressivement de slogans évoqués par les discours officiels, sans conséquences réelles. D'où l'intérêt de susciter un débat scientifique pour asseoir une nouvelle pensée tournée vers le renouvellement épistémologique et méthodologique. Un renouvellement qui appelle à revoir aussi bien les méthodes d'analyse que les cadres cognitifs qui les supportent. Il faut donc renouveler la boîte à outils pour la recherche et pour l'action dans le développement des territoires. Cela fait appel à l'interrelation entre chercheurs et acteurs, au croisement des savoirs, à la coconstruction des connaissances et au développement de capacités collectives permettant de passer du diagnostic, y compris le diagnostic critique, à l'expérimentation et à la performativité (Gibson-Graham, 2008 ; Klein *et al.*, 2025). En ce qui concerne la boîte à outils pour l'analyse, les approches du *Buen Vivir* et des communs territoriaux en présentent un exemple inspirant à plusieurs égards (Fontan, Klein et van Schendel, 2023).

En ce qui concerne l'expérimentation, les *living labs* (et leurs variantes) ainsi que les ressources intangibles peuvent être des sources appropriées (Klein et Pecqueur, 2020). Dans cette perspective, on reconnaît que la diversité des territoires a une valeur incontestable, notamment à travers des approches qui reconnaissent la spécificité territoriale comme un atout, mais aussi le droit des collectivités à vivre cette diversité (Acosta, 2014 ; Santos, 2017 ; Escobar, 2018a).

Ce renouvellement doit s'inscrire dans la remise en question des orientations dominantes visant à placer les territoires dans une seule et unique perspective qui est celle de la compétitivité économique et de la performance productive. Le marketing territorial destiné à attirer des investissements et même des résidents sans égard à la cohésion des territoires doit être remplacé par la recherche de la valeur sociale des territoires. L'objectif doit être de doter les territoires en tant que milieu de vie, visant aussi bien leurs dimensions humaines et naturelles afin de favoriser la cohésion sociale, ce qui n'exclut absolument pas la conflictualité, au contraire. La conflictualité peut produire la cohésion sociale, pour autant que le leadership et la gouvernance dans les territoires s'appuient sur la recherche de compromis à travers des processus dans lesquels toutes les parties prenantes sont entendues, reconnues et respectées. La cohésion des territoires émerge ainsi comme un objectif qui se construit socialement à travers des actions qui favorisent la diversité des acteurs, des perceptions et des perspectives éloignées des logiques « assimilatives ».

Le principal objectif de ce livre étant de stimuler la discussion académique autour de la place du territoire dans le développement des sociétés, un regard particulier sera porté sur la pluridisciplinarité et la multidisciplinarité. L'ouvrage constituera également un espace de dialogue entre les écoles et les approches qui continuent à cogiter sur les nouvelles formes d'appropriation du territoire. Les auteurs des chapitres qui le composent s'inscrivent dans l'interdisciplinarité et dans un débat scientifique sur la mouvance territoriale observée depuis quelques années, en essayant de transcender les approches, les concepts et les paradigmes appliqués dans les champs disciplinaires que sont l'économie, la géographie, la sociologie, lesquels inspirent l'ouvrage. La perspective privilégiée est celle des initiatives ascendantes (Soussi et Sadik, 2020), ancrées localement mais cherchant à changer d'échelle et de registre afin de subvertir les modèles de développement dominants.

L'ouvrage se propose d'ouvrir ce débat sur l'état de la question territoriale et son pouvoir « subversif ». Une première partie rassemble des contributions qui proposent de nouveaux cadres conceptuels et théoriques. La deuxième partie réunit des textes qui revoient la question territoriale en étudiant des cas empiriques qui déclinent des éclairages issus d'expérimentations qui ont lieu dans des contextes culturels et territoriaux spécifiques. La troisième partie propose des orientations stratégiques basées sur une redéfinition épistémologique et ontologique. Toutes ces contributions partagent un objectif : avancer vers des relations entre les collectivités humaines, et entre celles-ci et la nature, axées sur la justice sociétale et écologique.